

M. Forrestall: On a dit qu'il pourrait l'être dans quelques années. Donc, le ministre constatera la véracité de mes paroles. Il faudra que quelque chose de semblable se produise un jour. Chez nos alliés du Sud, on poursuit l'intégration et l'unification en vue d'objectifs déterminés depuis 17 ans. Ils en sont depuis longtemps arrivés à la conclusion, non ébranlée depuis 10 ou 15 ans, que notre façon d'aborder le problème n'est pas la bonne.

Examinons l'unification au point où elle en est rendue. On prétend, dans le Livre blanc, que l'intégration est le résultat, je l'ai dit déjà, d'une étude des plus minutieuses et des plus approfondies. En général, une étude des plus minutieuses et des plus approfondies de questions d'une telle importance, de questions primordiales, exige l'élaboration de directives, de documents exposant le pour et le contre des diverses lignes de conduite possibles, de conclusions et de recommandations définies. Il n'y a pas eu d'étude de ce genre et il n'a été fourni aux députés aucun renseignement sur l'intégration ou l'unification. On pourrait dire qu'en parlant, dans le Livre blanc, «d'étude des plus minutieuses et des plus approfondies», on a induit la Chambre en erreur, ou encore le peuple.

• (9.40 p.m.)

Il nous a fait croire, à tort, que le ministre avait soigneusement examiné tous les aspects du problème. J'espère que le ministre trouvera, au cours de ce débat, le temps de nous expliquer beaucoup plus à fond qu'il ne l'a fait dans ses soixante-cinq pages de redites quelle est au juste sa pensée? Peut-être n'ai-je pas lu son discours comme il faut. Je veux bien le concéder au ministre. Si je l'ai mal lu, je lui présente mes excuses. Mais il ne m'a pas semblé qu'il traitait ce problème avec la profondeur nécessaire pour expliquer ce concept de l'unification. Le ministre parle de ce qui peut arriver, du point de vue matériel. Il nous dit ce qu'il considère comme souhaitable. En toute franchise, cependant, ce discours contenait beaucoup plus de platitudes que de choses sensées—et je ne suis pas le seul à le croire.

S'il est impossible de produire un document, si le ministre ne connaît pas ce genre d'exercice, il est clair, je crois, aux yeux des Canadiens et des députés, qu'il s'est lancé dans un programme qui s'est développé pas à pas. En d'autres termes, il s'agissait d'un programme pragmatique. S'il fonctionne, on doit l'accepter. Sinon, on doit le rejeter.

En tout cas, il y a si peu d'information qui nous est fournie, soit par le Livre blanc soit par la longue déclaration du ministre en date du 7 décembre, que peu de gens, une demi-douzaine au plus, appartenant à l'entourage professionnel immédiat du ministre, peuvent comprendre ses intentions. Les parties manquantes de ce casse-tête—et qui, selon moi, manquent encore—sont d'abord une définition du terme «unification»; deuxièmement un argument valable en sa faveur; enfin, une explication sur l'utilité d'une unification poussée jusqu'à l'extrême limite, sans aucune variation possible. Le Livre blanc affirme qu'il n'est pas question d'éliminer des traditions respectables. Le premier ministre (M. Pearson) a repris cette promesse à son compte et nous en sommes fort aises. Néanmoins, il y a sans doute bon nombre de traditions qui ont déjà été éliminées étourdiment, car cela a semblé utile pour les relations extérieures.

Il serait facile d'en nommer une demi-douzaine. D'abord, l'uniforme traditionnel de la marine va disparaître. On doit modifier l'uniforme de l'ARC. Dans le passé, il était de tradition de faire porter aux stations navales le nom de navires de la Marine canadienne. Aujourd'hui on parle d'établissements des forces Canadiennes. Le pavillon de la marine a disparu de nos navires car, disait-on, tous les pavillons seraient désormais remplacés par le nouveau drapeau. J'ignore encore en vertu de quelle autorité statutaire on a pris cette décision.

Les grades traditionnels disparaîtront, bien qu'à dire vrai les membres de l'ARC ne s'en préoccupent pas trop car ils préféreraient voir leurs grades se rapprocher de ceux de leurs homologues aux États-Unis. Néanmoins, les grades changeront. Dans le passé, les recrues des trois armes ont toujours été formées par l'arme dont elles relevaient directement. Cette pratique, qu'étaient de solides raisons, va maintenant être abandonnée.

Il est clairement indiqué à la fin du Livre blanc que la politique qui y est exposée n'est pas immuable. On n'a pas encore fait valoir de bonne raison pour prouver que l'unification renforcera notre défense. Si l'on peut modifier cette politique au besoin, il est temps d'y porter la hache.

Passons brièvement en revue les difficultés qui rendraient l'unification peu avantageuse, sinon impossible. La différence est énorme entre le service opérationnel des trois milieux. En mer, presque tous les intéressés servent dans un milieu opérationnel et viennent en contact avec l'ennemi. Sur terre, près de